

13 janvier 2020 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe à l'issue du Sommet de Pau

Emmanuel MACRON

Messieurs, Mesdames les Chefs d'Etat et de Gouvernement, Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur le Président, cher Charles, Monsieur le Haut représentant, Monsieur le Président de la Commission, chère Louise, Madame la Secrétaire générale, merci à vous d'être là. Je veux d'abord commencer par remercier les chefs d'Etat du G5 Sahel, le Président DÉBY, les Présidents KEÏTA, ISSOUFOU, KABORÉ et GHAZOUANI d'avoir accepté cette invitation à Pau après la réunion qui s'est tenue en décembre à Niamey en format G5 Sahel et l'échange que nous avons eu avec le Président ISSOUFOU. Je veux remercier l'ensemble des chefs d'organisations internationales qui sont présents avec nous ce soir, et avec lesquels nous allons poursuivre par un dîner de travail. Je tiens à remercier Monsieur le Maire de Pau pour son accueil dans cette belle ville, maintenant le château, puis le Parlement, réconciliant ainsi toutes les histoires de la ville et de notre pays.

Cette rencontre était un moment important après ce que nos pays ont subi ces dernières semaines. Je veux évidemment ici, avant toute chose, avoir une pensée pour les civils de l'ensemble des pays africains du G5 Sahel qui sont tombés dans le cadre de ce conflit qui dure depuis maintenant plusieurs années, sous le coup des attaques des groupes armés terroristes, et avoir une pensée pour les militaires qui sont tombés, les militaires français, nous en avons honorés tout à l'heure quelques-uns à Pau au RHC, et je vous remercie de votre présence pour cet hommage aux côtés des familles et de leurs frères d'armes. Je pense aussi à tous les militaires de vos pays, et en particulier à ce que le Niger, encore, a eu à subir ces derniers jours. Je sais le prix du sang qui a été versé par chacun. Cette situation, nous ne voulons pas la laisser perdurer. C'est pourquoi la rencontre de Pau marque à mes yeux un tournant très profond dans la méthode d'approche en clarifiant le cadre politique, en redéfinissant très clairement les objectifs et les termes, l'organisation de notre intervention commune ainsi que celle de nos partenaires. Je ne serai pas plus long. Je vais laisser d'abord le président KABORÉ, je le remercie à nouveau d'être là, exposer les choses en tant que président actif du G5 Sahel. Je dirai quelques mots en complément et nous répondrons à vos questions.

Roch Marc Christian KABORÉ

Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, pour l'accueil et cette belle rencontre que nous avons ici à Pau, et dire que nous avons fait le point de l'ensemble de la situation pour faire le constat que 2019 a été une année difficile pour le Sahel, de façon générale, le lac Tchad également, dans la mesure où, je dirais, la croissance des attaques dans le Sahel, les destructions humaines et matérielles que nous y subissons, la crise humanitaire sans précédent que nous vivons dans cette zone nous ont interpellés et nous montrent que nous devons passer à une étape supérieure dans le cadre de la coordination de nos opérations. Je voudrais dire qu'aujourd'hui plus que jamais, le constat, c'est que les résultats que nous engageons pour l'instant, malgré les efforts que nous conjuguons, sont en-deçà des attentes des populations, qui éprouvent des difficultés majeures. C'est pour cela que nous avons convenu, comme le président l'a souligné, de rediscuter du dispositif et de définir des piliers sur lesquels nous allons fonder les futures actions.

Le premier point que je voudrais noter, c'est la nécessité que nous puissions coordonner l'ensemble des opérations des différentes forces sur le terrain et concentrer ces actions-là sur le fuseau centre, parce que nous avons constaté que depuis un certain temps, au niveau du fuseau centre Mali-Burkina-Niger, c'est là qu'il y a les attaques les plus atroces qui ont été constatées. L'un des éléments essentiels de ces attaques-là, c'est l'EIGS. C'est pour cela que nous allons prioriser - non pas que nous n'allons pas combattre les autres formes de terrorisme, nous allons prioriser la nécessité de mener le combat contre l'EIGS au niveau des trois frontières de façon prioritaire, fondamentale.

Le second point également sur lequel nous nous sommes attardés, c'est la nécessité de renforcer la capacité des armées nationales et de les doter des moyens qui leur permettent d'assurer le type de combat asymétrique que nous devons mener sur le terrain. Et de ce point de vue-là, les renseignements et le partage également des renseignements restent également la clé de voûte du succès de nos combats sur le terrain, et de ce point de vue-là, nous devons accentuer nos efforts pour consolider la recherche de renseignements et le partage.

Le troisième pilier, c'est celui de faire en sorte que nous puissions restaurer l'autorité de l'Etat, en faisant en sorte également que nous puissions faire en sorte que la population retourne sur le terrain, puisque nous avons

beaucoup de déplacés internes, faire en sorte également que nous puissions réouvrir les écoles, les centres de santé, et permettre aux populations d'accéder aux soins de santé primaires. C'est une priorité également de l'action que nous devons mener ensemble. Et enfin, nous devons travailler également au développement, le développement, donc, qui va se dérouler à travers le programme de P3S que nous avons déjà lancé, qui, également, va travailler sur le plan d'investissements prioritaires du G5 Sahel et le plan d'urgence que nous avons déjà défini, discuté à Nouakchott, mobilisation des ressources, intention en tout cas de mobilisation faite. Il faut maintenant travailler à ce que les décaissements puissent se faire et que ce projet puisse être mis en œuvre. De tout cela, nous devons noter que, concernant également des pays du G5 comme le Mali, où on a salué le dialogue politique qui s'est engagé entre le Gouvernement et les différentes parties, il a été souhaité que le Gouvernement, effectivement, continue ce dialogue et travaille à la mise en œuvre de l'accord d'Alger conformément aux points de convergence sur lesquels ils ont abouti.

Voilà les 4 piliers sur lesquels nous devons fonder notre action, et c'est cela qui nous amène à demander et à travailler à ce qu'il y ait une coalition internationale. Cette coalition internationale, évidemment, regroupe aussi bien la France, les pays du G5, nous avons l'Union africaine, l'Europe et tout autre partenaire qui veut participer à cette coalition internationale Sahel que nous avons décidé de mettre en place. Au-delà de cela, je voulais préciser également qu'au niveau de l'Union africaine, la dernière conférence des chefs d'Etat a réexaminé la contribution de l'Union africaine à la lutte contre le terrorisme, qui intègre également l'aspect militaire et l'aspect développement, et a décidé de contribuer pour un montant de 2 milliards de dollars, 2,5 milliards de dollars à la lutte contre le terrorisme également au niveau de la région de la CEDEAO. C'est pour dire que nous comptons sur l'ensemble des partenaires pour accompagner l'ensemble de ce mouvement, et ce que nous avons retenu, c'est qu'il nous faut des résultats probants rapides, parce que nous jouons tous la crédibilité de chaque pays ici présent et la crédibilité de la coalition de façon générale, parce qu'il peut y avoir le sentiment qui ressort que nous ne sommes pas capables de pouvoir gérer le défi que nous avons en face. Et ça, c'est une urgence sur laquelle nous nous sommes tous engagés à faire en sorte que les résultats, au moins sur le terrain militaire, soient rapides pour permettre que les autres aspects puissent se mettre en place rapidement.

Emmanuel MACRON

Merci Président. Trois mots en complément, en ce qui me concerne, le premier sur le cadre d'intervention.

Pourquoi la France est au Sahel ? Question qui est souvent évoquée. Pour deux raisons simples. La première, elle a été plusieurs fois rappelée, c'est la lutte contre le terrorisme. Nous sommes au Sahel en guerre contre des groupes armés terroristes qui évidemment frappent des populations amies, sévissent dans la région, s'inscrivent dans cette mouvance internationale et se raccrochent à Al-Qaeda, à l'Etat islamique que nous combattons par ailleurs au Moyen Orient parce que nous savons que c'est une menace qui ne reste jamais locale. Et d'ailleurs les liens avec la menace qui opère en Libye, au lac Tchad — j'y reviendrai — sont aujourd'hui avérés. Et la deuxième c'est que nous sommes là pour permettre aux Etats sahéliens d'assumer leur pleine souveraineté sur leur territoire. Et c'est ce qui est rappelé par la déclaration commune qui vous est soumise et que nous venons ensemble d'agréer. C'est le choix, la décision, la demande des Etats souverains pour préserver leur souveraineté de faire appel à des amis, à des alliés pour combattre justement ces groupes armés terroristes qui sont aujourd'hui une menace avérée à la souveraineté de chacun des Etats où ils opèrent. Aujourd'hui, à travers la déclaration que nous adoptons, les chefs d'Etat du G5 Sahel ont exprimé leur souhait de la poursuite de l'engagement militaire de la France à travers Barkhane, de nos forces d'engagement, de la présence européenne et de tous les alliés dans le cadre de cette coalition.

Deuxième remarque je voulais faire, c'est que nous avons clarifié aujourd'hui, comme l'a dit le président KABORÉ, les objectifs qui sont les nôtres. Une fois ce cadre politique réaffirmé sans ambiguïté, nous avons un objectif militaire et un objectif politique. L'objectif militaire c'est la zone des Trois Frontières comme cela a été rappelé entre le Mali, le Burkina et le Niger. La priorité c'est l'Etat islamique du Grand Sahara, ce qui ne nous empêche pas de combattre tous les groupes armés terroristes. Mais c'est l'ennemi prioritaire car c'est le plus dangereux tel qu'avéré. Pour atteindre cet objectif nous changeons la méthode en mettant en place une coalition militaire avec un commandement conjoint entre la force Barkhane et la force conjointe du G5 Sahel, en concentrant nos efforts sur cette zone et donc en intégrant nos forces de renseignement, nos forces militaires sur cette zone avec une latitude d'engagement beaucoup plus forte. Au-delà de cela, d'ores et déjà fort de notre convergence avec les homologues sahéliens, j'ai décidé d'engager des capacités de combat supplémentaires : 220 militaires pour amorcer cette dynamique viendront gonfler les troupes d'ores et déjà présentes sur le terrain de Barkhane. Tous les pays partenaires qui le souhaitent sont les bienvenus pour rejoindre cette dynamique : partenaires européens, partenaires africains et internationaux. Et je veux ici remercier en particulier nos partenaires européens qui ont accepté de s'engager dans la task force Takuba qui rassemblera d'ici quelques mois des forces spéciales de plusieurs pays européens. Je pense que c'est une démarche extrêmement importante.

L'objectif politique c'est la consolidation de l'Etat, le retour de l'Etat partout et dans toutes les régions. Nous avons évoqué le retour justement de l'Etat malien à Kidal, la consolidation de l'Etat burkinabé, et cet objectif

avons évoqué le retour justement de l'Etat malien à Niadi, la consolidation de l'Etat burkinabè, et cet objectif politique est indispensable et complémentaire de l'objectif militaire. Parce que le but de nos ennemis c'est l'effondrement de la souveraineté nationale et c'est le même défi auquel est confronté le président ISSOUFOU par les attaques répétées, et je veux encore une fois le remercier d'être parmi nous quelques jours après une attaque très dure et une situation intérieure extrêmement dure. Mais il sait combien l'engagement commun que nous prenons ce soir est aussi clé à ses côtés.

Enfin, comme l'a dit le président KABORÉ, ce que nous proposons de lancer ce soir c'est une grande coalition internationale pour le Sahel qui aura vocation à rassembler de manière cohérente les différents volets de l'action internationale : la lutte contre le terrorisme, que je viens de rappeler, le renforcement des capacités militaires, comme il l'a évoqué, avec l'engagement justement aussi de la présence onusienne à travers la MINUSMA, le travail avec en particulier l'Union européenne (EUTM, EUCAP) le travail avec l'Union africaine et la CEDEAO ; le troisième pilier qui est l'appui au retour de l'Etat ; le quatrième pilier qui est le pilier développement avec en particulier l'Alliance pour le Sahel.

Nous aurons l'occasion dans les prochains jours et les prochaines semaines de travailler avec nos partenaires pour rendre cette coalition pour le Sahel pleinement opérationnelle. Nous aurons une conférence sur le Sahel le 26 mars prochain à Bruxelles en marge du Conseil européen. Je tiens à remercier évidemment le président MICHEL et le Haut-Représentant BORRELL pour leur présence et leur engagement et remercier aussi la chancelière MERKEL pour son engagement au travers de l'Alliance pour le Sahel et le Partenariat pour la sécurité du Sahel que nous avons lancés ensemble à Biarritz. Et puis nous avons acté une clause de rendez-vous avant l'été à l'invitation de la future présidence en exercice du G5, la Mauritanie que je remercie. Et donc nous aurons à notre niveau au plus tard dans 6 mois ce rendez-vous. Dans trois mois, rendez-vous au niveau ministériel et une coordination bimensuelle pour justement faire avancer ce sujet.

Cette coalition et tout ce travail est inséparable de deux autres engagements sur lesquels les Etats présents et la communauté internationale continuent d'agir : la crise dans la région du lac Tchad, et plusieurs l'ont ici rappelé, et évidemment la situation en Libye et je sais la mobilisation du secrétaire général des Nations Unies, de son représentant. Je veux ici redire notre volonté à tous de pouvoir avoir dans les meilleurs délais une conférence internationale — avec la Chancelière nous avons encore échangé sur ce point — et l'engagement de l'Union africaine dans le règlement de la crise interne libyenne est également un élément indispensable de ce succès. Et donc on le voit bien, cela fera partie des échanges que nous aurons dans un instant, tout cela se tient. C'est aujourd'hui en tout cas une clarification du cadre politique, une précision et un renforcement de nos objectifs militaires et politiques et surtout des nouveaux termes d'engagement que nous avons ainsi posés. Nous n'avons pas le choix, il nous faut maintenant des résultats. Nous allons poursuivre ce travail dans quelques instants avec le président du Conseil européen, le Haut Représentant de l'Union européenne, le Secrétaire général des Nations Unies, le président de la Commission de l'Union africaine et la Secrétaire générale de la Francophonie que je remercie encore pour leur présence. Et avant cela nous allons répondre aux quelques questions qui sont prévues.